

# LES AGENTS DE LA DGFIP SONT EN COLÈRE ET RELÈVENT LA TÊTE !

## Un agent sur trois en grève à la DGFIP le 14 mars à l'appel de l'intersyndicale DGFIP (Solidaires, CGT, FO, CFDT) !

Dans 10 départements, le taux de grève a dépassé les 50 %. Depuis plusieurs semaines des rassemblements, manifestations, grèves et blocages ont été organisés sur tout le territoire de façon exceptionnelle. Des reconductions ont eu lieu en Gironde, dans le Tarn, dans les Pyrénées-Atlantique en Ariège et en Haute-Garonne dont le mouvement de piquet de grève est entrée dans sa septième semaine... **ET MAINTENANT, ON FAIT QUOI ?**

### On ne lâche rien, rejoignons-nous toutes et tous dans la lutte et haussons le rapport de force !

- ▶ **Participons, sur nos revendications, massivement à la grève et aux manifestations interprofessionnelles du 19 mars** (à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL) ;
- ▶ **Réunissons partout les agents sous toutes les formes possibles (AG, HMI, tournées de services, etc) pour proposer la reconduction de la grève et des actions sans attendre, et dans la perspective de la journée nationale unitaire de grève DGFIP du 28 mars avec manifestation nationale.**

*Le ministre de l'action et des comptes publics, Gérald Darmanin, acteur zélé du projet de destruction de la DGFIP (avec la complicité du directeur général, Bruno Parent), a accepté de recevoir les organisations syndicales de la DGFIP le 26 mars. C'est donc dès aujourd'hui que toute la DGFIP doit se soulever pour exprimer avec force notre refus catégorique des réformes destructrices et pousser sur nos revendications !*

### Le plan « déconcentration de proximité » (ex-« géographie revisitée ») doit être abandonné !

Des projets départementaux fuient et révèlent une explosion des structures, des suppressions massives de sites, de services et d'emplois comme jamais vu. La situation pourrait être l'explosion des trésoreries en back et front office, avec une implantation par EPCI et 1 trésorerie par groupement hospitalier, soit 1 millier de fermetures en 3 ans, plus celles liées aux agences comptables, 1 à 2 SIP et SIE par département, 1 SPF départemental. Mais tous les services seront touchés par le travail à distance, les regroupements de services, les relocalisations dans quelques « bassins » péri-urbains, et par la fin de l'accueil hormis pour quelques « points de contacts » pas obligatoirement DGFIP (comme avec les maisons de service au public). Demain, qui travaillera où et dans quel cadre administratif ? Aucune certitude...

### Le démembrement de la DGFIP doit être stoppé !

Extension des agences comptables, réflexions pour une agence du recouvrement fiscal et social, pour une agence du contrôle des entreprises, transfert programmé de la mission topographique à l'IGN, maisons de services au public et tout internet à la place de nos accueils, travail à distance, etc. Le dépeçage de notre administration centrale à réseau déconcentré est en marche...



## **Il faut arrêter les suppressions d'emplois, il faut embaucher sous statut à la hauteur des besoins des services !**

Les premières estimations avancent, pour la DGFIP, des suppressions d'emplois entre 18 000 et 25 000 (pour 16 000 départs à la retraite) d'ici 2022 ! Aurons-nous dans l'avenir un poste, voire un travail à la DGFIP, en admettant que cette administration existe encore ? Rien n'est moins sûr...

Or, dès à présent, on peut estimer à plus de 30 000 le besoin en emplois pour permettre à nos services de fonctionner correctement, à missions constantes !

## **Précarité, arbitraire et autoritarisme en perspective : Ne les laissons pas faire, défendons nos statuts et faisons tomber le projet « transformation de la Fonction Publique » !**

La pratique à la DGFIP du détachement d'office, à l'occasion de l'extension des agences comptables, est une première qui pourra toucher demain chacun d'entre nous au fil des restructurations et transferts de missions. Rappelons par ailleurs que 14 directions sont préfiguratrices de l'affectation au département (= au bon vouloir du directeur), mais aussi que la rémunération arbitraire et la mobilité forcée arrivent à la DGFIP, dans le cadre du RIFSEEP en janvier 2020.

De plus, le projet de transformation de la Fonction publique prévoit d'en finir avec l'avis des CAP sur les actes de mutation (avec la possibilité de durées minimales et maximales d'occupation de certains emplois). Il introduit des recours accrus au non titulariat, la rupture conventionnelle, le contrat de mission (de six ans maximum). Il facilite la mobilité des fonctionnaires de l'État vers les versants hospitalier et territorial, jusqu'à des mises à disposition auprès d'entreprises privées en cas de restructurations. En cas d'externalisation, c'est le détachement d'office pour les agents exerçant la mission, même vers le privé ! Cerise sur le gâteau, il crée une nouvelle sanction (exclusion des fonctions de trois jours), non soumise à l'examen des CAP.

## **Nos rémunérations, et en priorité la part salariale, doivent être augmentées !**

Une faible prime de 200 euros pour une partie des agents ne nous divisera pas ! À ce titre, la CGT Finances Publiques continue d'exiger une prime exceptionnelle de 1 000 euros pour tous et tout de suite, en acompte d'une réelle revalorisation de la valeur du point d'indice !

En effet, l'unique hausse de la valeur du point d'indice de 1,2 % en huit ans, les revalorisations indiciaires et la pseudo-refonte des carrières de PPCR de 2016/2017, n'ont pas répondu à l'urgence salariale : depuis 2010, la perte cumulée de pouvoir d'achat du point d'indice par rapport à l'inflation s'élève à 6,79 % au 01/07/2018 (16,15 % depuis 2000 !).

Non seulement nos salaires sont aujourd'hui bloqués mais le gouvernement veut imposer une gestion RH par masse salariale et différenciée entre les trois versants de la fonction publique. C'est la fin programmée des mesures générales de revalorisation du point d'indice, l'évolution des salaires de chaque versant étant alors restreinte à une enveloppe globale fixée au préalable pluriannuellement.



# **NOTRE AVENIR SE JOUE MAINTENANT, NE NOUS LAISSONS PAS NOUS LE FAIRE VOLER !**